

F3E

**Fonds pour
la promotion des
études préalables
études transversales
évaluations**



Inter Aide

44, rue de la Paroisse
78 000 VERSAILLES - FRANCE
Tél : 01 39 02 38 59
Fax : 01 39 53 11 28
Interaide@interaide.org

Evaluation du projet « d'accès à l'eau potable, hygiène et assainissement » d'Inter Aide- Malawi

**Résumé du Rapport et
Annexes**

Juin 2004

Bob Peeters (South Research)
James Longwe (Water Aid)

South Research

Leuvensestraat, 5/2
B - 3010 Kessel-Lo BELGIQUE
32 (0) 16 49 83 10
info@southresearch.be

**32, rue Le Peletier
75009 Paris
T. 33 (0)1 44 83 03 55
F. 33 (0)1 44 83 03 25
f3e@f3e.asso.fr
www.f3e.asso.fr**



Table de matières

Table de matières	1
1 Introduction.....	2
2 Méthodologie et déroulement de l'évaluation (voir calendrier annexe 1)	2
3 description succincte de la zone d'intervention.....	3
4 Description du projet.....	4
5 Description générale des résultats atteints	5
5.1 L'accès à l'eau.....	5
5.2 Changement dans l'attitude et le niveau des connaissances des villageois.....	5
6 Les questions d'évaluation spécifiques:	5
6.1 Appréciation de la mise en oeuvre de la méthode PHAST.....	5
6.2 L'appréciation du système de pérennisation mise en place.....	7
6.2.1 L'appropriation par les villageois.....	7
6.2.2 Les relations organisationnelles et institutionnelles de IA dans la zone.....	8
6.2.3 L'efficacité et l'efficience du système de maintenance.	8
7 Le système de suivi et d'évaluation.....	11
En guise de conclusion.....	13
Annexe 1 calendrier.....	15
Annexe 2 propositions des indicateurs.....	16
Annexe 3 résumé visites des villages.....	22

1 Introduction

Cette évaluation a eu lieu du 7 au 21 Mars 2004.

Les objectifs étaient:

- Evaluer la stratégie actuelle fortement orientée vers la modification sensible et durable des pratiques et des comportements des familles en matière d'hygiène et d'assainissement. Il est demandé plus précisément d'apprécier la mise en œuvre de la méthode PHAST et de répondre aux questions suivantes:
 - Qu'est-ce qui, dans le travail des animateurs avec les communautés, doit être modifié ou renforcé pour favoriser la démarche participative?
 - Comment permettre à chacun (ou à chaque communauté) de s'engager dans une démarche qui lui est propre et qui n'est pas influencée par le contexte de l'intervention du projet dans la zone?
- Apprécier le système de pérennisation mis en place :
 - Quels sont les effets de la démarche PHAST sur l'appropriation par la communauté du point d'eau protégé et par la suite sur sa maintenance?
 - Sur base d'une analyse de l'organisation mise en place pour assurer la maintenance et l'analyse de son efficacité et efficience, identifier ce qui dans le fonctionnement du système n'appartient qu'au contexte pour que l'organisation puisse envisager de transférer le dispositif sur des zones nouvelles.
- Apprécier les méthodes de suivi et d'évaluation
 - Est-ce que la méthode de suivi mise en place en s'intéressant au mode de recueil des données et aux échantillonnages réalisés est efficace et efficiente?
 - L'indice sanitaire rend-il compte de l'impact de la démarche PHAST?
 - Quels sont les résultats les plus significatifs à valoriser dans les différents volets du projet?

2 Méthodologie et déroulement de l'évaluation (voir calendrier annexe 1)

L'équipe d'évaluateurs composée par Mr James Longwe et Mr Bob Peeters a appliqué une méthode participative. Au début de leur mission, ils ont expliqué leur interprétation des TdR et les démarches proposées aux membres des équipes des projets Hydro 6 et 7. Ils ont invité les participants de la réunion à donner leurs commentaires et à améliorer les démarches et la liste d'indicateurs (voir annexe 2) qu'ils voulaient utiliser durant les visites de terrain et les travaux avec les membres de l'équipe. Ils ont invité les membres d'équipe à définir un échantillon de villages à visiter. Compte tenu de la courte durée de la mission (2,5 jours de visites de terrain par projet), l'équipe ne pouvait visiter que 5 villages par projet. Les critères de choix étaient les suivants:

- Au moins 3 villages dont l'équipe de projet est fière. Elle les considère comme une réussite.
- Au moins 2 villages où l'équipe a été confrontée à des problèmes
- Comme IA a commencé à appliquer le PHAST il y a un peu plus d'un an, nous avons demandé de garantir qu'au moins 2 villages sur les 5 retenus aient bénéficié d'un PHAST.

Sur le terrain les évaluateurs ont visité le village et les réalisations d'IA. Les visites dans les ménages se sont réalisées d'une manière aléatoire. Ils ont eu des discussions avec des villageois et collecté des informations lors des réunions villageoises en utilisant des méthodes MARP. Dans un village, les évaluateurs ont assisté à une partie d'une formation PHAST.

Dans chaque projet, un village où il n'y avait pas d'intervention d'IA a été inclus dans l'échantillon.

En cours de route, 9 puits d'eau, installés soit par IA (4 dans la zone de Mazengera, une zone dans laquelle IA a travaillé de 1993 jusqu'au 2002) soit par l'Etat, ont été visités et des entretiens ont eu lieu avec les utilisateurs.

En utilisant les outils participatifs tels que le calendrier, le diagramme de Venn et le SWOT, les évaluateurs ont organisé les discussions avec toute l'équipe du projet et spécifiquement avec des formateurs PHAST (une journée par projet). Ces réunions étaient préparées sur base de lecture des documents du projet. A la fin des visites d'évaluation d'un projet, les évaluateurs ont organisé une restitution à chaud pour l'équipe concernée.

A Kalolo ainsi qu'à Nathenje une réunion au niveau du centre de santé a été organisée. Le chef de centre et plusieurs Health Surveillant Assistans ont participé.

Avant le démarrage des visites de terrain, les évaluateurs ont eu une réunion de travail avec l'équipe de Madzi ndi Moyo et Mjigo Usafe, les deux structures de maintenance, en vue de se former une idée de l'organisation, des démarches et des problèmes rencontrés. A la fin de la mission, nous avons organisé une journée de travail avec les deux équipes dans le but de discuter sur les résultats, issus des visites de terrain et des lectures des documents, et sur les recommandations.

Mr. Muhezuwa, CBM Unit manager du Ministère de l'eau, Mr Steven Sudgen de Wateraid et Mr Amose Kudzalade Unicef ont été enquêtés.

Le samedi 20 Mars, une restitution pour tous les membres des équipes a été organisée. Les 25 participants ont pu apporter un regard critique sur les conclusions de l'évaluation et se prononcer sur les leçons à tirer. Leurs observations sont intégrées dans le rapport.

3 Description succincte de la zone d'intervention

IA intervient dans Lilongwe Rural district. TA Kalolo se trouve à 56 km à l'ouest de Lilongwe centre, TA Chadza à 32 km à l'Est. L'ethnie Chewa est majoritaire et son organisation s'inscrit autour des autorités traditionnelles. Les zones d'interventions ont des densités au-delà de 180 h/km². La culture de maïs représente l'activité principale des familles. Elles cultivent en moyenne 0,5 hectare. Avec un rendement de 800 kg/ha et une consommation mensuelle de 70 kg par famille la moitié des foyers est déficitaire en alimentation pendant 6 mois par an.,

4 Description du projet

L'objectif global est l'amélioration durable de l'état de santé des populations. Spécifiquement le projet veut améliorer l'hygiène, l'assainissement et l'accès à l'eau potable d'une manière durable.

Le projet cible les communautés qui n'ont pas de points d'eau protégés ni des installations sanitaires de base. Les animateurs organisent des visites dans les villages pour faire connaître et expliquer l'action proposée. L'intervention technique commence seulement quand la collaboration est explicitement sollicitée par les villageois. Après une première phase d'information et de sensibilisation à l'hygiène et des formations PHAST, la responsabilité du projet est transférée au comité villageois de santé, qui doit organiser la communauté et gérer les relations avec les acteurs extérieurs.

Dans un premier temps, le projet recueille des données sur la situation sanitaire des villageois. En trois jours de formation PHAST (trois jours dans hydro 6, 4 demi-journées en hydro 7), les villageois réfléchissent sur leur situation hygiénique et sanitaire et concluent soit à installer un puits amélioré soit à se lancer dans un projet de dalles de latrines. Les points d'eau sont en priorité des puits creusés à la main à cuvelage plein et protégé. Si le terrain s'y prête les forages manuels de faible profondeur 'Vonder rig' sont faits. Si le point d'eau existe mais est détérioré, il est réhabilité. Tous les points d'eau sont équipés d'une pompe à main de type Afridev, une des types reconnus par l'Etat (VLOM pump). Les finitions forment un élément essentiel dans l'approche d'IA. D'une part pour bien protéger et assainir le point d'eau mais également pour donner à la population l'occasion de s'investir et de s'approprier définitivement l'ouvrage. Ils participent dans la construction et sont responsables pour les matériaux locaux. La pompe, la main d'œuvre pour l'installation, l'équipe des puisatiers, le béton et les fers sont à la charge du projet. Une installation de ce type coûte selon les calculs propres de hydro 6, 160 070 Kwachas (1 US \$ = environ 109 Malawian Kwachas). Les frais de formation, de supervision et de gestion sont inclus. Le coût de la participation locale évalué à 46 900 kwachas n'est pas pris en compte.

Si suite à la formation PHAST les villageois se prononcent en faveur du projet latrines, ils seront alors formés à la construction des dalles. Le projet fournit le ciment et les armatures. Les villageois sont responsables pour le creusement du trou et la construction de l'abri.

Les comités responsables pour les points d'eau sont formés à la maintenance des pompes. Le projet a formé aussi des artisans locaux pour la maintenance et les réparations. Ils proposent leurs services aux comités n'ayant pas les compétences techniques ou ne disposant pas du temps nécessaire... Le projet assure un soutien pour leur équipement et leurs compétences techniques.

Deux structures locales sont formées par le projet : Madzi ndi Moyo pour la zone de Kalolo et Mjigo Usafe pour les zones de Chadza, Chitekwele et Mazengera où IA a été actif dans le passé. Ces structures interviennent dans le cadre des opérations techniques

lourdes, l'encadrement et le soutien des autres services, la promotion de l'hygiène et de l'assainissement.

Le projet veille à rendre les pièces détachées disponibles sur la zone. Un réseau de petits magasins dans la zone est approvisionné en pièces détachées par le projet.

5 Description générale des résultats atteints

5.1 L'accès à l'eau

Depuis 2000, hydro 7 a réhabilité 34 puits et installé 71 nouveaux puits. 28 886 personnes profitent de ces 105 puits. Hydro 6 a commencé en 2001. 13 puits ont été réhabilités, 27 nouveaux puits ont été installés et 2 forages avec le 'Vonder rig' ont été creusés. 11 496 personnes ont, grâce au projet, accès à une meilleure eau.

5.2 Changement dans l'attitude et le niveau des connaissances des villageois

Pour être capable de répondre à cette question, nous avons développé un score pour les villages visités. Les villages où nous avons constaté l'intériorisation des concepts et des mesures d'hygiène qui dépassent ceux qui ont été offerts par les projets et où nous constatons que les villageois prennent des initiatives sont considérés comme les meilleurs. Trois villages sur les 12 visités tombent dans cette catégorie. Dans 3 villages nous avons constaté un début d'application. Les villageois sont au courant des mesures à prendre. Les chances d'application sont grandes mais pas encore assurées. Pour 5 villages nous estimons, vu l'attitude des gens et les constats faits durant les visites, que les chances d'application des mesures d'hygiène sont minimales.

6 Les questions d'évaluation spécifiques:

6.1 Appréciation de la mise en oeuvre de la méthode PHAST

Le tableau (voir annexe 3) qui donne les résultats observés dans les différents villages montre clairement que le PHAST, même si les expériences sont très récentes, contribue à une meilleure compréhension des aspects d'hygiène et de l'assainissement ainsi qu'un changement dans le comportement des gens. Les trois villages où une PHAST a eu lieu sont plus performants en ce qui concerne l'internalisation des aspects d'hygiène dans leurs pratiques. Ils ont acquis les connaissances, sont sensibles à la problématique et appliquent les recommandations. Ils commencent à faire leurs propres réflexions menant à une amélioration de leurs actions en cours et au développement d'autres initiatives.

La méthode PHAST est considérée par les formateurs comme une méthode participative de formation et a prouvé ses avantages, malgré le fait qu'elle ne soit pas tout à fait appliquée comme décrite dans le manuel PHAST de l'OMS.

Les projets passent à côté de beaucoup d'opportunités liées à la méthode PHAST comme une augmentation de capacités de gestion et un renforcement des pouvoirs du groupe cible. Ceci est un facteur important pour garantir la pérennisation des infrastructures. De plus, ces capacités nécessaires pour créer une dynamique au niveau des villages ce qui cadre bien dans la politique de décentralisation et de PRSP du gouvernement.

Quelques recommandations pour améliorer les résultats de l'application du PHAST

- Il faut considérer le PHAST comme **une approche et pas comme une méthode de formation participative**. Cette approche met l'accent sur une croyance et confiance aux capacités des gens aussi bien au niveau des connaissances, qu'au niveau de la réflexion et de la prise de décision. Cette approche doit être reflétée dans l'organisation même. Il faut donner les responsabilités aux participants, entrer en discussion et négociation avec eux dans un climat de respect.
- Ceci impose que les **facilitateurs aient les compétences et se sentent suffisamment outillés pour gérer ces processus**. Ils doivent avoir les capacités de gérer les dynamiques de groupes, de négocier et d'accepter des compromis, d'adapter le processus en fonction des résultats etc. Ils doivent être capables et prêts à gérer ces processus d'une manière flexible. IA doit investir dans ses facilitateurs. Un coordinateur PHAST peut assister les facilitateurs et les conforter dans leur travail. Il peut les aider à gérer ces processus d'une manière flexible.
- Actuellement seulement 4 des 7 étapes du processus décrites dans le manuel sont appliquées, surtout les étapes d'analyse des problèmes et des solutions. **Faire des choix, de préparer, exécuter le suivi et l'évaluation sont des étapes importantes** dans le processus de renforcement des capacités. Ces étapes ne sont pas importantes si on met l'accent sur la réalisation d'un puits amélioré ou des dalles de latrines i.e. des solutions déjà identifiées par le projet. Mais elles deviennent d'avantage importantes quand on met l'accent sur le renforcement des capacités. Une des conséquences est que les priorités ou les choix faits ne correspondent pas forcément avec les services proposés par le projet. IA doit être clair sur les services offerts dans le domaine de l'hygiène et de la santé et établir des contacts avec d'autres organisations, institutionnelles ou privés, pour une mise en réseau au cas où les services demandés dépasseraient les priorités d'IA. Il est recommandé de faire une distinction claire et nette entre le service d'accompagnement des processus de réflexion, faite par exemple. ensemble avec les agents d'état HSA et community workers et d'autres services du projet par exemple la construction des puits et l'installation des pompes par des organisations comme Madzi ndi Moyo ou Mjigo Usafe (voir plus loin en guise de conclusion: right based approach).
- Les expériences montrent aussi que les ONG ne **doivent pas sous-estimer les capacités des villageois pour résoudre des problèmes**. Dans le village Chingowe les gens ont mis sur pied un fond de roulement pour garantir qu'après un certain temps, l'ensemble du village ait accès aux moustiquaires.
- Dans le processus il faut mettre davantage **l'accent sur des aspects positifs** des réalisations par la population et par leurs leaders. Au lieu de commencer avec l'inventaire des problèmes, le groupe peut faire un inventaire des choses qui se font déjà et qui ont du succès.

- **L'objectif à long terme** i.e. la diminution des maladies d'une manière durable doit être toujours **centrale dans les discussions**. La construction d'un puits est un des éléments qui contribue à cet objectif à condition que d'autres facteurs comme par exemple la maîtrise des points d'eau traditionnels, la maintenance et la réparation des pompes soient garanties. En mettant l'accent sur ces discussions, les capacités des participants à faire des réflexions propres et à négocier sur les solutions seront renforcées.
- **Accompagner un tel processus nécessite du temps et requiert un suivi assez intensif** ce qui résultera dans une diminution du nombre initial de puits à installer . En mettant l'accent sur le PHAST, le comité de santé dans le village est en mesure de présenter un plan sanitaire et d'hygiène comprenant plusieurs éléments et ceci après un accompagnement de 2 à 3 mois. Un des éléments de ce plan pourrait être un puits protégé. Après l'élaboration d'un plan opérationnel, le comité veille à l'exécution et fait le suivi et l'évaluation de l'exécution. Dans un premier temps ceci demande un accompagnement intensif de la part du facilitateur. Après un certain temps, l'intensité de l'accompagnement peut diminuer et même disparaître..

6.2 L'appréciation du système de pérennisation mise en place

Beaucoup de facteurs influencent la pérennité des infrastructures mises en place.

6.2.1 L'appropriation par les villageois

Dans les villages où l'équipe a appliqué le PHAST l'appropriation est meilleure. Néanmoins le fonctionnement du comité de santé responsable pour la maintenance et le fonctionnement de l'infrastructure se voit confronter aux problèmes suivants:

- Le fait que les villageois sont trop familiarisés au concept de comité et que ce dernier a perdu son vrai sens d'origine. Chaque organisation externe au village leur demande d'installer un comité pour chaque projet. Une fois l'intervention terminée le comité arrête de fonctionner. Dans deux tiers des villages visités, les comités, même si ses membres sont élus, ont des problèmes avec leur légitimité et les villageois eux-mêmes disent que leur comité va disparaître dans le proche avenir.
- Les capacités organisationnelles et de gestion de ces comités sont trop limitées. La mission et vision de ces comités sont trop limitées. Les groupes n'ont pas des règlements internes. Les membres (le secrétaire ou le trésorier) ne sont pas en mesure d'expliquer leurs tâches. Au cas des règles concernant l'utilisation des points d'eau existent, elles sont très informelles. La gestion des ressources n'est pas transparente. Il n'existe pas d'informations écrites et donc les villageois ont peu de confiance dans leur comité.

Le constat de l'équipe d'évaluateurs n'est pas aussi optimiste que les résultats de la recherche faite par les équipes concernant le fonctionnement des comités. Nous avons obtenu cette information après de longues discussions et une triangulation des différentes sources.

Recommandation:

- les projets doivent investir dans le renforcement des capacités des comités. L'installation de ces comités doit être négociée au début du processus. Les membres du comité doivent jouer leur rôle dans l'organisation et le suivi du PHAST. Une demi-journée de formation sur le leadership, la gestion des groupes, le rôle du comité n'est pas suffisante. Un suivi plus intensif est nécessaire aussi dans l'exécution, le suivi, l'évaluation, la négociation avec d'autres acteurs etc. (voir PHAST).

6.2.2 Les relations organisationnelles et institutionnelles de IA dans la zone

Inter Aide est une organisation de réalisation. La réalisation d'ouvrages est importante et IA cherche à les réaliser de la façon la plus efficace et efficiente. Le responsable du projet est responsable pour la mise en oeuvre du projet dans le cadre des objectifs fixés avec beaucoup de latitude sur les moyens d'y parvenir. Les responsables des secteurs visitent les projets 4 fois par an.

Parfois, IA préfère le faire elle-même plutôt que de collaborer avec d'autres organisations. Les rapports entre Hydro 6 et les centres de santé se sont refroidis à cause de quelques conflits et malentendus entre autres concernant les per diems. Sur hydro 7, il y a des contacts positifs, mais la participation des responsables des centres de santé se limite à informer et demander des avis. Il n'y a pas une collaboration dans le vrai sens du terme. Les HSA sont invités à assister à un PHAST mais plutôt comme observateur.

Concernant les infrastructures, les projets ont leurs propres structures pour l'exécution des travaux qui font appel à des artisans locaux mais plutôt comme main-d'œuvre. Pour la maintenance des pompes, IA a créé deux organisations qui doivent maintenant devenir autonome et indépendante du projet. IA a choisi de travailler dans des zones difficiles où peu d'autres acteurs de développement sont actifs. L'équipe d'évaluateurs a l'impression que IA n'investit pas suffisamment dans le renforcement des dynamiques existantes, qui sont peut être limitées mais néanmoins existantes. A la connaissance de l'équipe d'évaluateurs, il n'existe pas d'étude sur les dynamiques existantes dans les zones d'interventions et une analyse des forces et faiblesses des organisations existantes.

Il paraît qu'auparavant, IA travaillait avec des équipes de maçons autonomes mais, à cause de problèmes de qualité de leur travail, IA a choisi de rompre les contrats et de mettre sur pied sa propre équipe. Une autre démarche aurait été d'investir dans la formation et le suivi, dans l'augmentation de la qualité du travail des équipes existantes, une démarche plus difficile mais plus en accord avec le « rights based approach » (voire conclusion générale).

Chez les autres acteurs, IA est connue comme une organisation qui travaille bien et maîtrise bien la construction des points d'eau.

Le travail en isolement de IA entraîne d'une part le risque de disparition et de perte d'expériences par exemple leur expérience avec le PHAST, les connaissances sur la pérennisation des puits protégés, les expériences avec la mise à disposition des pièces détachées, et d'autre part une contribution insuffisante, en tant qu'ONG externe, au renforcement des capacités locales.(voir en guise de conclusion).

6.2.3 L'efficacité et l'efficience du système de maintenance.

Afin de garantir la pérennité les facteurs suivants sont importants:

- l'accès aux finances
- l'accès aux capacités techniques
- l'accès aux pièces détachées

Les projets ont travaillé sur les 4 éléments suivants qui jouent un rôle important i.e. les comités d'eau, le réseau des artisans locaux, le réseau des magasins qui vendent des pièces détachées et les centres de maintenance Mjigo Usafe et Madzi ndi Moyo.

L'accès aux finances:

Actuellement la plupart des comités ne sont pas capables de garantir suffisamment l'accès aux fonds pour la réparation des pompes. Les premières années, les frais de réparation ne dépassent en général pas 1 000 Kwachas. Si la pompe à plus de 4 ans les montants peuvent être de l'ordre de 3 000 à 4 000 Kwachas par an. Dans notre analyse nous ne prenons pas en compte les frais de dépréciation de la pompe -27 000 Kwachas en 15 ans. En théorie, si les pompes sont utilisées par 30 à 50 familles, chaque famille devrait payer entre 20 et 50 Kwachas par an, l'équivalent d'un demi-kilo de tabac, la culture de rente dans la zone.

Selon une enquête faite par les projets et qui a été confirmée par les observations des évaluateurs, environ 50% des comités n'ont pas mis en place des systèmes de collecte de fonds et seulement 25% réussissent à garantir suffisamment de fonds. A part le problème de disponibilité des fonds il y a le problème de gestion des fonds. La collecte de fonds peut se faire par une petite contribution régulière (mensuelle), par la collecte des fonds au moment du besoin (des sommes plus importantes) ou par le travail à la tâche par les villageois (piece work). Le montant que l'on peut gagner dans un village en faisant le travail à la tâche est limité (dépend du village mais un chiffre de 1000 Kwachas est le maximum que nous avons observé) et ce travail n'est pas toujours disponible durant l'année.

Si le comité dispose de l'argent, les membres du comité ont des problèmes à gérer cette somme. Le manque des institutions financières dans le village, le manque de livres comptables et des rapports au niveau du comité, le manque de confiance des autres membres du village et l'influence du chef de village sur les affaires d'argent dans un village sont tous des facteurs qui influencent la mauvaise gestion d'argent et la non-disponibilité d'argent au moment où ceci est nécessaire. Les comités les mieux organisés investissent leur argent dans des pièces détachées.

Recommandation:

- les études de faisabilité doivent précéder la décision d'engagement dans un village. Dans ces études l'utilisation d'autres points d'eau, les capacités des villageois, les expériences avec d'autres projets, l'enthousiasme des villageois et les capacités du chef du village doivent être étudiés et négociés.
- dès le début de négociation avec les comités les aspects de frais de maintenance et de réparation doivent être considérés et le comité doit élaborer une proposition valable. L'idée de demander un montant minimal pour l'achat d'une pompe, une pratique pas dans les habitudes des ONG, et la mise sur pied d'un fond de maintenance par le comité en avance doit être étudié. Dans ces discussions les autorités doivent être impliquées.

- Pour des réparations majeures, qui demandent du matériel spécialisé et la dépréciation les villageois restent dépendants des subsides. L'état doit prendre ces responsabilités et d'où l'importance d'une « rights based approach » (voir en guise de conclusion)

L'accès aux capacités techniques

Les formations VLOM données par les projets aux membres des comités garantissent que les comités sont capables de faire la maintenance des pompes. Des problèmes sont rencontrés si les membres ne collaborent pas, si les membres sont remplacés ou si les membres quittent le village. Le système de formation de recyclage organisé dans la zone répond à ce problème.

Les projets ont bien formé les artisans locaux à la maintenance et les réparations des pompes. Leur formation est de meilleure qualité que celle des membres du comité. Les comités d'eau restent responsables pour la maintenance des pompes mais ils peuvent, s'ils ne se sentent pas capables ou n'ont pas assez de temps, faire appel à des artisans pour la maintenance et les réparations. Les projets ont élaboré un système de contrat entre le comité et l'artisan. Pour la zone de Mazengera, une zone où IA a été active jusqu'en 2002 et a installé beaucoup de points d'eau, 17 artisans ont été formés. Après 2 ans, 5 ont entre 8 et 33 contrats de maintenance et 10 ont moins de 4 contrats. La conclusion est que certains de ces artisans garantiront l'accès aux capacités techniques, d'autres resteront seulement actifs à un niveau très local.

Les artisans interviewés restent très dépendants de IA. Le fait que IA (via les structures de maintenance) joue un rôle -contrôle de qualité- et reçoit une rémunération par contrat réalisé fait que les artisans se considèrent comme des employés de IA. Ce montant, pour Mjigo Usafe 14 759 Kwachas en 2003, ne contribue pas d'une manière significative au financement total des centres de maintenance.

Le système de distribution des pièces détachées

Un réseau de 19 magasins locaux existants est supervisé par Madzi Ndi Moyo et Mjigo Usafe pour la distribution des pièces détachées. Les profits de ces magasins s'élèvent en moyenne à 3 100 Kwachas par an. Comparé avec le profit total entre 6 000 et 10 000 Kwachas par mois la contribution des pièces détachées est limitée. Une étude de Water Aid montre que les gens sont prêts à parcourir de longues distances pour obtenir des pièces détachées à condition qu'elles soient toutes et toujours disponibles. La conclusion est que seuls les magasins avec des capacités de gestion suffisantes pour garantir la mise au point des stocks vont continuer avec la distribution des pièces détachées.

A Lilongwe, on trouve plusieurs importateurs et fournisseurs des pièces détachées de la pompe Afridev. Avec la dynamique de la privatisation, les pièces deviendront de plus en plus disponibles. Madzi Ndi Moyo et Mjigo Usafe doivent continuer à jouer leur rôle dans la distribution. (voir en guise de conclusion).

Les structures de maintenance Madzi Ndi Moyo et Mjigo Usafe

Le rôle de ces structures est d'effectuer les réparations qui ne peuvent pas être faites par les comités et les artisans. Ces réparations qui ne dépassent pas 20 à 30 par district et par an demandent un équipement spécial et un technicien hautement qualifié. Les frais de

transport, de dépréciation du matériel nécessaire, les honoraires des techniciens ne peuvent pas être portés par la population locale.

Recommandations:

- Les structures de Madzi Ndi Moyo et Mjigo Usafe doivent devenir des entreprises privées qui exécutent des tâches suivantes:
 - La formation continue des artisans et des membres des comités
 - La réparation là où les comités ou les artisans ne réussissent pas
 - L'installation des nouvelles pompes
 - La commerce en gros des pièces détachées

Leur champ d'action est suffisamment grand (district) et en plus d'être une entreprise bien gérée, la structure fait le lobby pour obtenir des fonds -avec la politique de décentralisation les opportunités de financements au niveau des districts augmentent-, elle gagne des appels d'offre, elle a des relations avec des politiciens, des commerçants et des bailleurs de fonds. Elle devient un centre de référence en matière d'eau dans le district. IA peut au début leur financer des contrats de formation, de maintenance et des constructions dans des nouvelles TA.

7 Le système de suivi et d'évaluation

Les projets disposent de beaucoup d'informations utiles.

Pour mesurer l'impact le taux de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans les deux semaines précédant l'enquête.

Avant le démarrage d'une formation un index sanitaire est élaboré pour ce village. Cet index inclut des données sur le comportement et les infrastructures sanitaires. Après la formation, l'index est de nouveau mesuré ainsi que 6 mois après la construction d'un puits amélioré. L'information est collectée sur base d'observation (latrines, container, trou à ordures, râtelier à vaisselle) et des interviews (nettoyage des mains, utilisation du système de 2 tasses, quantité d'eau) en trois heures auprès de 30 familles. Elle permet de se former une idée du progrès dans le village en ce qui concerne l'hygiène et l'assainissement.

Les résultats des formations PHAST sont documentés.

Les projets ont commencé à collecter, sur base d'un questionnaire, l'information sur le fonctionnement des comités.

Les données sur la vente des pièces détachées et des réparations faites par les artisans sont disponibles.

La qualité de l'information collectée dépend des capacités de la personne qui s'en occupe et sa relation avec les personnes interviewées. Nous avons constaté durant nos visites sur le terrain que les villageois connaissent bien l'information que nous voulons obtenir et les réponses à nous donner. En insistant et en triangulation des différentes sources d'information nous avons obtenu une information plus fiable. P.e. plusieurs personnes ont les deux tasses dans la maison et même le système de nettoyage de mains en sortant des latrines. En leur demandant de montrer l'utilisation de ces systèmes il devenait clair qu'environ un tiers ne les utilisent pas. Aussi

l'information collectée par le projet sur le fonctionnement des comités ne correspondait pas toujours avec l'information que nous avons pu obtenir après de longues discussions et des visites sur les sites. L'information que les comités donne est plus optimiste qu'en réalité.

La vérification de l'information est très importante et ne se fait pas suffisamment dans les projets.

L'analyse et la formulation des recommandations et actions sont faites en grande partie par les superviseurs et les 'Project officers'. Il y a des réunions d'équipe mais la participation des membres reste limitée à cause des relations de force au sein de l'équipe. Le fait que les membres de l'équipe ne soient pas au courant de l'existence d'un cadre logique -un cadre logique spécifique pour le secteur eau existe seulement en français- et que beaucoup de document et rapports n'existent qu'en français montre la dominance de 'Project officer' et les responsables du secteur basés à Paris, dans le suivi et l'évaluation des projets. Ceci correspond avec la philosophie de IA qui donne au responsable de projet, sous la supervision des responsables de secteur à Paris, beaucoup de latitude sur les moyens pour atteindre les objectifs fixés par l'organisation.

Bien que dans le PHAST le suivi et l'évaluation soient élaborés comme activités participatives (phase 6) dans aucun des projets les communautés participent ni dans la collecte, ni dans l'analyse et la formulation des recommandations.

Si le concept est de formuler, à travers un processus PHAST, un plan d'hygiène et d'assainissement du village, il est évident que les membres du comité doivent être partie prenante de la formulation des indicateurs de progrès, de la planification du processus de collecte et de traitement de l'information.

Recommandations

- Il est important de **garantir la participation des différents acteurs dans les différents actes de suivi et d'évaluation** i.e. la collecte d'information, la vérification de cette information, l'analyse et le traitement de cette information et la formulation des recommandations et des actions en fonction de l'analyse. Chacun aura des responsabilités bien spécifiques. Les membres des comités collectent l'information sur l'index sanitaire. Ils font une première analyse et tirent des conclusions et formulent des recommandations. Les facilitateurs les aident au début, vérifient et analysent l'information et font des analyses qui les concernent c.à-d des analyses concernant leur rôle comme facilitateurs et tirent des conclusions à leur niveau. Ils informent les coordinateurs des analyses les plus importantes qui de nouveau font une vérification et tirent des conclusions à leur niveau. La responsabilisation des différents acteurs est importante et contribuera aux renforcements des capacités.
- **Des instruments doivent être élaborés qui facilitent la participation des différents acteurs.** Dans le PHAST, différents outils sont utilisés dans d'analyse comme la carte des ressources, la carte de transmission des maladies, la « three pile method » etc. Ils sont en fait une visualisation de l'analyse de départ. Ces

mêmes instruments doivent être utilisés pour mesurer des changements au cours de l'exécution du projet. Le cadre logique, dans des formats adaptés mais en respectant les principes de base doit être introduit aux différents niveaux. Le comité de santé doit être en mesure de négocier le plan de santé villageois sous forme de cadre logique adapté en montrant les résultats qu'il doit obtenir pour atteindre son objectif et de contribuer à un objectif à long terme. Il doit être capable de l'utiliser dans le suivi et pendant l'évaluation de leurs activités.

- **Des formations et des accompagnements adaptés doivent être prévus.**
- Les »Project officers » ont fait des études très intéressantes et bien documentées. Malheureusement à cause de l'utilisation du français ces documents ne sont pas disponibles aux autres acteurs au Malawi.

En guise de conclusion

L'accès à l'eau potable est un droit de chacun. Ce droit est reconnu aussi par le gouvernement Malawite.

Inter Aide a choisi une stratégie d'exécution. Elle réalise des infrastructures de bonne qualité. En appliquant des méthodes participatives elle permet aux villageois de devenir conscients des liens entre la consommation de l'eau et la diarrhée et de devenir de plus en plus responsables des infrastructures. Cette stratégie est valable à court terme. Mais vu le fait que les villageois restent dépendants aussi bien financièrement que techniquement pour des réparations lourdes des infrastructures soit de l'Etat soit d'autres bailleurs de fonds, cette stratégie n'est pas suffisante. En outre, même si ce n'est pas voulu par l'organisation, elle crée une dépendance des bénéficiaires et des autres parties concernées vis à vis IA.

L'approche de droit (right base approach) met beaucoup plus l'accent sur la responsabilisation des différentes parties concernées. Elle fait la distinction entre les détenteurs des droits (right holders) qui ont le droit d'exiger leurs droits et les détenteurs des obligations (duty bearers) qui doivent prendre leurs responsabilités dans un esprit de respect.

Une ONG peut travailler au niveau des détenteurs des droits en renforçant leurs capacités organisationnelle et institutionnelle pour qu'ils puissent exiger et réclamer leur droit et faire de lobby. Elle peut aussi renforcer les capacités des détenteurs des obligations pour qu'ils puissent rendre des services et exécuter leurs obligations d'une manière efficace et efficiente, dans un esprit de respect envers les clients. Il s'agit aussi bien des capacités de gestion, des capacités techniques, l'accès à l'information, le leadership etc.

Les détenteurs des droits sont la population à la base représentée par les comités de santé au niveau local, au niveau inter-villageois et pourquoi pas au niveau du District.

Sans avoir eu le temps de faire une analyse approfondie, nous avons pu identifier pour les projets hydro 6 et hydro 7 comme détenteurs des obligations :

- Au niveau local: les Autorités Locales, le Health Surveillance Assistant, le Water Monitoring Assistant, les community workers, les artisans locaux, les shop keepers qui vendent les pièces détachées...
- Au niveau intermédiaire: les centres de santé, les TA à ce niveau.
- Au niveau des districts : les services d'état et des Ministères de Santé et de Genre, les politiciens et d'autres prestataires des services comme des compagnies de constructeurs, des ateliers techniques etc . Vu la politique de décentralisation ce niveau de décision deviendra de plus en plus important.

Les rôles de Inter Aide peuvent être très divers:

- Elle peut renforcer les capacités des HSA, des centres de santé et des travailleurs au niveau de la communauté pour qu'ils puissent mieux accompagner et faciliter des processus PHAST et de renforcement des capacités au niveau des villages et inter-villages. IA doit négocier d'une manière transparente les termes de collaboration, la plus value qu'elle peut garantir, son rôle et les obligations des autres acteurs etc.
- Elle peut renforcer les capacités des prestataires des services à identifier dans des nouvelles zones ou dans le cas de hydro 6 et 7, Madzi Ndi Moyo et Mjigo Usafe. A part des formations techniques et en gestion, IA peut leur financer des projets à exécuter, garantir un appui en gestion, faciliter des contacts avec d'autres bailleurs, garantir des évaluations qui aident ces organisations etc.
- Elle peut informer les décideurs politiques au niveau du gouvernement en vue d'influencer leurs décisions. Les études que IA a menées cadrent bien dans ces démarches.

Nous recommandons l'organisation d'entamer la réflexion et le débat au sein de l'organisation et en fonction des résultats de ces débats de bien définir son rôle dans des processus de développement.

Annexe 1 calendrier

Lundi 8	Préparation de l'évaluation avec Mr. Longwe Présentation et discussion de l'approche avec les équipes hydro 6 et 7
Mardi 9	Discussion avec le project officer et réunion d'équipe Session de travail avec les formateurs
Mercredi 10	Session de travail avec les équipes Madzi Ndi Moyo et Mjigo Usafe Visite village Malikebu
Jeudi 11	Session de travail chikelele health center Visite village Participation PHAST training Visite village
Vendredi 12	Discussion PO Visite Kitimba Visite Katumba Restitution à chaud pour l'équipe de Hydro 6
Samedi 13	Session de travail équipe hydro 7 Session de travail formateurs hydro 7
Dimanche 14	Visite Ndabwi Visite Mwaramba
Lundi 15	Visite village Visite Chingowe
Mardi 16	Réunion centre de santé Nathenje Visite Mongho Visite Chakwawa Discussion on monitoring and evaluation
Mercredi 17	Discussion avec Mr. Muhezuwa (Ministry of water) Discussion avec Mr. Steven Sugden(wateraid) Discussion avec Mr. A. Kudzala (Unicef)
Jeudi 18	Session de travail avec équipes de Madzi Ndi Moyo and Mjigo Usafe Visites 4 points d'eau
Vendredi 19	Préparation de la restitution
Samedi 20	Restitution envers les équipes de hydro 6 et 7

Annexe 2 propositions des indicateurs

Evaluation questions on PHAST

3 questions are essential:

- Is there an increased appropriation of the water and sanitation project and the related infrastructure by the beneficiaries because of PHAST?
- Are beneficiaries more sensitive, better motivated and convinced to work on health and sanitation problems?
- Is the capacity increased to guarantee sustainability of the effect of the project (maintenance of the infrastructure, continued sensibilisation on hygiene, solving problems when they arrive, starting new initiatives?)

Indicators to be looked at

Appropriation:

- Collaboration and involvement of community with committee, attendance of meetings,
- Support by traditional leaders
- Implementation of regulation (bylaws followed by villagers)
- Contribution of villagers
- Actions undertaken to repair
- Financial reserves of committee
- Knowledge for small repairs, hygiene, sanitation
- Maintenance and also care for the environment of the water point

Awareness:

- Knowledge on hygiene, importance of hygiene
- Application hygiene practices
- Care taking and use of facilities as pit latrines, dish racks (inside or outside: to consider what is best)
- Care taking storage facilities, two cups and so on

Empowerment

- Functioning of the committees, roles taken up
- Composition of the committee (representation of users, also presentation of women)
- Decisions taken and implemented as well as follow-up done by committee
- Internal rules for decision making, reporting...
- Committee has a mission, vision long term plan
- Meetings and reports of the meetings
- Leadership in the committee
- Finances: income and capacities to manage the funds

- Place of the committee in village, acceptance and relation with other existing organisations, leadership., place within traditional decision making system, PRSP planning system, government structure
- Support they get from others
- Capacities to communicate and negotiate internally (with members) externally with other organisations, relation with other committees,
- How they deal with problems: analysis, reflection, planning, follow-up
- Capacities to formulate claims and to approach others and do lobby work (networking)
- Capacities to do own PHAST

Factors of success

- How the PHAST is introduced, are objectives clearly stated to participants
- Respect of the process, evaluation criteria to move to the next step
- Sufficient attendance to well being of participants, they feel at ease, they understand the process, why they are doing things
- Management of group dynamics
- PHAST approach continued to be used during implementation, follow-up, evaluation
- Respect of decision making also taking into account tradition way of decision making
-
- Attitude of animators
 - Understanding of PHAST
 - Flexibility to adjust to take care of group dynamics
 - Attitude of handing over the stick
 - Dealing with unexpected outcome, linking up with other sectors
 - Dealing with dominant people

Evaluation questions on sustainability

Capacities to continue with what was started, maintenance of infrastructure

Technical aspect

- Skills available at village level, area level and for major breakdowns. Availability of these skills (time, price, quality)
- Availability of spare (places, distance, price, timing, quality)
- Involvement of private sector: what kind of private sector, spare parts outside sellers there is a new initiative (kijiko sellers), phasing out strategy for water aid, relation with different distributors

Funds

- Capacities to generate funds village: contribution by users, income generating activities
- Accountability, transparency
- Decision on prices
- Capacities to lobby, introduce projects claims to other organisations plus know own responsibilities, government

Organisational capacities

- Waterpoint level ->Village level-> intervillage level: Strength of committee, leadership, involvement of women, relation with other village committees, structures, representation in other committees,
- Capacities to formulate claims, lobby, influencing, negotiation,

Socio-cultural acceptance (pit latrines...)

Evaluation questions on monitoring and evaluation

Continuous reflection on actions in order to improve and do better. To learn from experiences

Information gathering, treatment of information and decision making process

Information gathering and analysis and decision making

At level of project:

On overall and specific objectives level: sanitation index, enquiries on diarrhoea, information is available, but how used? How reliable is that information, how can collection eventually be improved, how to come up with conclusions and recommendations. How to integrate health centres and others in collection(definition of diarrhoea? Time of collecting information can give a bias. Usefulness of the information? How the information is used

On intermediate results:

- Functioning of pumps infrastructure, use of latrines: some information is available but no analysis (what are reasons of little repairs, of low use of pit latrines???)
- Functioning of the committees not much information (one study)
- On PHAST: outcome of meetings, changes...??? A lot of information is there but way of treating it is not clear, how to come to conclusions?

At village level

Follow-up and continuation of infrastructure, of committees??

How is the village committee involved in monitoring and evaluation????

How is information flow between water user group, village committee, project???? How you come to decisions based on the information??
Strengthening committee, guaranteeing sustainability of committee (now they disappear after some time (people died, lost interest...))

Proposed agenda

Work with project staff and animators (half day)

- Information on project: historigram, Venn diagram
- Appreciation by the team: SWOT made by the team
- Based on the outcome of SWOT, discussion on the three evaluation items (PHAST, sustainability, M&E)
- Getting documentation, figures, reports etc.

Work with animators, people dealing with PHAST

Discussion on PHAST, interpretation, why , important aspects of the approach (start with pictures)

Presentation by animators how they apply PHAST in villages

- Discussion on problems encountered
- Follow-up given
- Sustainability, what do villagers learn from it
- How they solve problems of bias, dominance, participation of women and children..

A look at the didactical material uses, reporting on PHAST etc.

Work in villages

half a day per villages, selection criteria for villages: 3 already long time active, 1 seen as a model (proud of), one with some minor problems, one problematic
2 villages medium term started: 1 proud off, success, 1 problematic
brief visit to committee of 1 or 2 village not reached by Inter Aide to see difference

agenda in villages

- Contact leadership
- Visit waterpoint: observation,
- Discussion at random with users and with non users
- Group meeting with few users at random selected in village (PRA to see their appreciation of intervention of Inter Aide, their appreciation of impact..)
- Group meeting with village committee: discussion on PHAST, their functioning, role and mission, future plans, problems they encounter plus solutions, networking
- Meeting with VDC, ADC if they are there
- AEC and health worker : their role and relation to project: suggestion on sustainability

- Local technicians and sale points

Meeting with other stakeholders

To find out the importance of these stakeholders, the influence they have/ can have on the project, issues related to sustainability...

- Unicef, water aid
- Ministry of water: at local level water extension workers and Mr Muhezwa
- Ministry of health: at local level health centres

Meeting with Madzi and Mjigo

We have some analysis on financial aspects

Discussion on

- How they are organised
- Future plans
- Networkiing with others,
- Contracts they have,
- Networking with others
- SWOT with them

Annexe 3: résumé visites des villages

Villages visited	Score on hygiene	PHAST	Folow-up	Village headman	Committee
Malikebu	2	PHAST	Intense, also from government	+/-	Starting (50%)
Dzuluwana	3	not under IA, but training from Health Center		+/-	Weak (25%)
Sichongo	3	Hesp training but non PHAST	Normal	+/-	Plus minus (75%)
Katimba	3	Hesp training but non PHAST	Normal	Problem	Weak (25 %)
Katumba	2	Hesp training but non PHAST	Normal	Problem	Weak (25%)
Ndabi	4	Hesp training , no Phast	?	Problem (7 headmen involved)	Not met (0%)
Msulira	2	Hesp no Phast	Normal	Good	Plus minus (75%)
Mwasambo	1	Phast	Normal	Good	Plus minus (75%)
Chingowe	1	Hesp training and Phast	Normal	Very good	Good (85 %)
Mongho	1	Not assisted by IA but pilot village of Health centre	Intensive	Very good	Good (85%)
Chikalusa		No committee met, No training at all		Problems between leaders	0%
Chakwawa	3	Hesp, no Phast	Normal	Sick and old	Weak (25%)